En 2010, l'Etat et les services publics connaîtront leur pire année en matière budgétaire avec 30 000 suppressions d'emplois. Depuis 2007, ce seront au total plus de 100 000 emplois qui auront été supprimés au nom du dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. A l'AEFE, la situation budgétaire critique assombrit les perspectives pour les personnels.

Tous en grève le 21 janvier 2010 !

Pour le budget de l'AEFE

Le Sgen-CFDT demande :

Immédiatement

un financement public de l'AEFE significatif

l'arrêt de la prise en charge et l'augmentation du budget des bourses scolaires

Pour les personnels

Le Sgen-CFDT constate :

• la baisse continue du pouvoir d'achat des fonctionnaires et ses conséquences pour la plupart des personnels de l'étranger dont les indemnités sont souvent insuffisantes ;
• la poursuite et l'accroissement des suppressions des postes d'expatriés enseignants, dont certaines en cours de contrat ;
• la difficulté grandissante à obtenir un détachement sur un poste de résident, la gestion des personnels dans les rectorats se faisant de plus en plus à flux tendu compte tenu des suppressions de postes à l'Education nationale.

Le Sgen-CFDT demande :

• **un statut unique** des personnels détachés, avec prime de moblité pour ceux qui souhaitent s'y soumettre

En l'attente :

— la fin du purgatoire des trois mois pour les faux-résidents ;
— l'arrêt des suppressions massives de postes d'expatriés enseignants ;
— la prise en compte financière de la mobilité des résidents ;
— des indemnités adaptées aux réalités locales et familiales ;
— l'accès aux mêmes droits que les personnels en poste en France.

• des conditions d'emploi décentes pour les personnels recrutés localement

Tout de suite :

— des contrats, des rémunérations, des progressions de carrière décents ;
— l'affiliation à un régime de retraite et de protection sociale décents ;
— l'exonération des frais d'écolages pour les enfants d'agents.

Des services publics et une éducation pour tous à l'étranger !